



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

**Arrêté préfectoral de mise en demeure à l'encontre de la Société d'Exploitation Thermique du
Mirail (SETMI) à Toulouse, 11 chemin de Perpignan**

N° 033

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, et en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.511-2 et L.514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2004 autorisant la SETMI à exploiter à Toulouse, 11 chemin de Perpignan, une unité d'incinération de déchets ménagers et assimilés, complété et modifié en dernier lieu le 7 août 2019 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 6 août 2021 relatif à la visite d'inspection du 8 juillet 2021 de l'installation exploitée par la SETMI, sise 11 chemin de Perpignan, à Toulouse ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 8 février 2022 relatif à la visite d'inspection du 22 novembre 2021 de l'installation exploitée par la SETMI, sise 11 chemin de Perpignan, à Toulouse ;

Considérant que lors de sa visite du 22 novembre 2021, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant ne disposait pas de ressource en eau suffisante pour lui permettre de couvrir ses besoins en cas d'incendie des fosses de stockage de déchets, et ceci en toute circonstance ;

Considérant que ce constat avait déjà été relevé à l'issue de la visite d'inspection du 8 juillet 2021 ;

Considérant que pour pallier l'insuffisance de moyens internes de défense contre l'incendie, l'exploitant a prévu l'implantation d'une réserve d'eau incendie de 900 m³ permettant de couvrir les besoins en eau en cas d'incendie des fosses de stockage de déchets ;

Considérant que l'exploitant avait évoqué ce nouveau moyen de lutte contre l'incendie lors de la visite d'inspection du 8 juillet 2021 et qu'aucuns travaux n'ont été lancés depuis ;

Considérant que ces constats consistent en un manquement aux dispositions :

- de l'article 7.3.1 de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2004 susvisé qui dispose :
« L'installation est conçue et aménagée de façon à réduire autant que faire se peut les risques d'incendie et à limiter toute éventuelle propagation d'un incendie. [...] » ;
- et de l'article 7.5.2 de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2004 susvisé qui dispose :
« L'établissement doit disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre [...] » ;

Considérant que le non-respect de ces dispositions réglementaires porte atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu, conformément à l'article L.171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure la SETMI de respecter les prescriptions applicables à l'installation ;

Considérant que le rapport de l'inspection des installations classées a été porté à la connaissance de la SETMI le 15 février 2022 afin qu'elle puisse formuler ses observations dans un délai de 15 jours ;

Considérant l'absence d'observation formulée par la SETMI ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

Arrête :

Art. 1^{er} – La Société d'Exploitation Thermique du Mirail (SETMI), dont le siège social est situé au 11 chemin de Perpignan, à Toulouse (31100), exploitant une usine d'incinération de déchets non dangereux et de déchets d'activité de soins à risque infectieux, est mise en demeure de respecter les prescriptions des articles 7.3.1 et 7.5.2 de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2004 susvisé, sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Art. 2. – À défaut d'exécution dans les délais impartis à l'article 1, il est fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

Art. 3. – Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art. 4. – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours de plein contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>.

Art. 5. – En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Garonne pendant une durée minimale de deux mois.

Art. 6. – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie et le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la SETMI.

Fait à Toulouse, le 21 MARS 2022

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général
Denis OLAGNON